

Actualité

# ***La lutte contre la pauvreté***

Edition : octobre 2004

**L**e président de la République Jacques Chirac a fait la une des journaux ces derniers temps pour ses plaidoyers en faveur d'une taxe mondiale qui permettrait de lutter contre la faim.

L'idée serait de taxer les transactions boursières par exemple, ce qui générerait de l'argent pour aider les pays en voie de développement.

Certains ont accusé le président de démagogie, vu le peu de chance qu'il y aurait qu'une telle mesure soit adoptée dans les pays libéraux. D'autres mettent en question l'aide aux pays sous-développés comme solution dans la lutte contre la pauvreté et se méfient de la mise en place d'une organisation mondiale censée récolter cet argent.

Tandis que d'autres ont salué le courage du président de faire face à la 'pensée unique' de l'économie libérale et un sondage fait par le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement a montré que quatre Français sur cinq soutenaient son initiative.

Qu'en penser alors? Pour élucider le débat nous sommes allés rencontrer Jacques Matthys du CCFD. Voici son analyse:

Notre organisation est plutôt positive, enfin a une réaction positive vis-à-vis de cette démarche du Président Chirac. Cette idée de taxe, basée sur des choses qu'il faut préciser, parce que le président Chirac s'est pas exprimé clairement là-dessus, est une idée qui remonte à une vingtaine d'années puisque un économiste américain qui s'appelle Tobin avait proposé ce qu'on appelle la taxe Tobin. Donc j'ai un peu l'impression que le président Chirac reprend un peu cette idée. Et cette taxe Tobin, nous, nous étions plutôt, enfin nous sommes toujours favorables et donc on est plutôt favorables à ce que le président Chirac peut proposer. Mais la proposition de monsieur Chirac, à notre avis, n'est pas suffisante en elle-même. Ce qu'on voudrait dire c'est que c'est bien que les gens qui souffrent de la pauvreté ou de la faim dans le monde aujourd'hui aient une aide extérieure. Nous, ce qui nous paraît tout aussi important c'est aussi que ces gens-là puissent s'en sortir par eux-mêmes, quoi.

Alors, je crois qu'il faut ramener ça à tout le phénomène de ce qui s'appelle le financement du développement, dont la base est constituée par le fait que huit cent quinze ou huit cent vingt millions de personnes aujourd'hui souffrent de malnutrition, par le fait que plus d'un milliard d'invidus aujourd'hui dans le monde vit avec un moins d'un dollar par jour, que... bon, je vais pas citer toutes les statistiques possibles et imaginables dans ce domaine. Le financement du développement peut passer par cette taxe, mais il passe aussi par tout ce qui est remise de la dette, passe aussi par tout ce qui est aide publique au développement, passe aussi par tout ce qui est intégration des pays pauvres dans le commerce mondial. Aujourd'hui ou demain va être lancée tout à fait officiellement une campagne qui s'appelle "»«L'Europe plume l'Afrique», et cette campagne veut expliquer à l'opinion publique européenne ou occidentale la chose suivante: dans nos pays riches, nous mangeons de plus en plus ce qui s'appellent les blancs de poulet ou les blancs de dinde. Et que deviennent les cuisses, les croupions, les ailes? Tous ces abats ont deux destinations. La première c'est de faire de... enfin d'être transformés en poudre pour la nourriture des animaux, et la deuxième c'est d'être congelés et d'être envoyés dans les pays africains. Alors, ça pose deux problèmes: le premier c'est que... -qui est un problème purement de sécurité alimentaire- c'est que vous imaginez dans quel état arrivent ces ailes ou ces croupions de poulet ou de dinde, au fin fond de la

brousse en Côte d'Ivoire ou au Mali ou dans des pays de ce type-là, et la deuxième c'est que ces produits sont vendus à des prix tels qu'ils cassent complètement le prix des poulets ou des dindes élevés sur place. Donc ça pose un problème de fond, c'est-à-dire que nous sommes en train, en exportant des abats que nous ne nous voulons pas consommer ici en France, nous sommes en train de ... de casser complètement l'agriculture locale.

La position du CCFD s'enracine dans le mouvement de l'Église catholique:

Eh bien, le mouvement 'doctrine sociale de l'Eglise' dit que nous sommes tous égaux et que la terre appartient à tous. Et à partir de ce moment-là, nous, on constate que dans le monde actuel que le fameux phénomène de mondialisation, sur lequel on n'est pas contre, mais tel qu'il est vécu aujourd'hui, nous, ça nous satisfait pas. Ça nous satisfait pas parce que cette mondialisation telle qu'elle est vécue aujourd'hui laisse beaucoup de pays à l'écart: l'Afrique en particulier, mais un certain nombre de pays d'Asie du Sud, du Sud-est, d'Asie du Sud et du Sud-est, un certain nombre de pays de l'Est aujourd'hui, d'Europe de l'Est, sont laissés à l'écart. Alors, ce que nous combattons c'est tout ce qui est libéralisme à tout crin, parce qu'on pense que le libéralisme, vu par nos dirigeants occidentaux va bien dans un sens, mais ne va pas bien dans un autre. Je m'explique: on prône le libéralisme à tout crin dans tous les domaines, mais quand il s'agit du monde de l'agriculture, par exemple, on est étonnés que nos paysans aient des aides à l'exportation, et ces aides à l'exportation font que, ben, les pays du Sud et les pays de l'Est ne peuvent pas soutenir la concurrence telle qu'ils ont actuellement, alors, c'est vrai des poulets, qui est un exemple anecdotique... enfin anecdotique? Qui n'est pas si anecdotique que ça... mais sur des grands marchés je pense au problème du coton, je pense au problème du riz, je pense au problème du café... aujourd'hui la concurrence -et le libéralisme- fait en sorte que des pays du Sud ne peuvent plus s'en sortir parce que... parce que les prix imposés par un certain nombre d'organismes sont en dessous des prix de revient que ces pays-là peuvent produire. Aujourd'hui le phénomène de la dette est un autre phénomène qui est important pour ces pays-là, des organismes comme le FMI, comme la banque mondiale, obligent ces pays-là à ouvrir leurs frontières à un certain nombre de produits qui viennent des pays de l'ouest, de nos pays riches, obligent ces gens-là à avoir une culture plutôt intensive c'est-à-dire qu'on oblige ces gens-là à rembourser leurs dettes en dollar, etc., donc on les oblige à faire une certaine exportation, et pour exporter, eh bien, ils sont obligés d'avoir des cultures à grande échelle tout à fait au détriment des cultures locales. Et nous, on réagit contre ça parce qu'on est persuadés que cela contribue aujourd'hui à la pauvreté d'un certain nombre de gens, et à la pauvreté d'un certain nombre de pays qui ne peuvent pas s'en sortir.

Mais si la redistribution de l'argent par la voie d'un impôt ne constitue pas en soi-même une solution miracle à la pauvreté, M. Matthys soutient l'initiative politique que la proposition incarne:

Moi je crois qu'il y a des éléments positifs, quand même, aujourd'hui dans ce que le président Chirac... ou d'autres pays ... Aujourd'hui il y a un peu une concurrence qui est plutôt saine, je dirais, pour ces pays-là entre par exemple le président Chirac qui propose cette taxe, et puis les Anglais qui proposent... qui ont proposé aussi récemment pour répondre un peu à ce que Chirac proposait... qui ont proposé une remise importante de dettes de certains pays. Alors, ça c'est plutôt positif, pour ces pays-là. Il y a des éléments positifs: vous connaissez, je ne sais pas, la Déclaration du millénaire, qui a eu lieu en 2000, sur laquelle plus d'une centaine de pays -le chiffre, je crois est de 145 ou 147- se sont engagés à ce que la pauvreté diminue de moitié d'ici 2015.

Bon, je veux dire, ça c'est plutôt un élément positif, il y a une prise de conscience de ce côté-là. L'élément négatif, c'est que aujourd'hui malgré ces bons engagements on se rend compte qu'on n'est pas sur une ligne 2015 mais on est plutôt sur une ligne 2060-2070 pour réduire cette pauvreté et que donc il faut qu'il y ait une prise de conscience de tous nos gouvernants, de tous nos pays, j'allais dire presque de toutes les ONG, pour que cet objectif de réduire la pauvreté de moitié, puis, je dirais, d'éradiquer complètement la pauvreté, puisse être atteint dans un délai raisonnable.

Alors, je bascule entre les éléments positifs et négatifs, les éléments positifs c'est que c'est vrai que la faim recule petit à petit dans le monde. En 90, 29 % de la population souffraient de la faim, en l'an 2000 il y avait plus de 23 %, mais, en contrepartie, il y a aussi une augmentation considérable de la population mondiale, ce qui fait que en valeur absolue le nombre de gens qui ont faim reste à peu près stable.

Les ONG elles-mêmes ne sont pas à l'abri des critiques: leurs frais d'auto-gestions sont souvent tellement importants que, même si on ne met pas en doute leur bonne volonté, on se pose la question de savoir si elles sont vraiment efficaces par rapport à leurs objectifs. Dans ce contexte la structure ultralégère du CCFD est intéressante:

Comme son nom l'indique le comité catholique contre la faim et pour le développement est une organisation qui a été créée par les évêques de France il y a plus de 40 ans maintenant, pour répondre au besoin de la faim dans le monde il y a une quarantaine d'années, et qui malheureusement, je dirais, existe toujours aujourd'hui

Je crois que la caractéristique du CCFD c'est qu'il n'envoie personne sur place. Le principe c'est d'établir des partenariats avec des associations, des ONG locales. Et quand on dit partenariat, c'est pas un vain mot chez nous, c'est vraiment un échange, un échange parce qu'on estime que ces gens-là ont aussi à nous apporter. Alors nous on a peut-être à apporter nos richesses financières, nos richesses culturelles, nos richesses sociales, mais eux, ils ont aussi des richesses culturelles et des richesses sociales à nous apporter.

Liens:

Le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement